

Le préfet du Gers a reçu les opposants au centre de tri de Masseube et du parc photovoltaïque de Berrac

"La ZAD de l'orchidée" à Haget fait blocage avec des constructions illégales



Le préfet du Gers a reçu les opposants au centre de tri de Masseube et du parc photovoltaïque de Berrac

Mardi 28 mars en début d'après-midi à l'initiative des associations protectrices de l'environnement (Les Amis de la Terre, Bien vivre dans le Gers, Protégeons Masseube) ce sont environ 80 personnes qui se sont rassemblées devant les grilles de la préfecture. L'objet de la manifestation portait sur l'action pour un déploiement concerté des Energies renouvelables dans le Gers et contre le projet de centre de tri à Masseube. Une délégation de chacune des associations a été reçue par le préfet du Gers.

En ce qui concerne le CODERST (Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) il s'agissait d'évoquer avec le préfet du Gers la reprise des débats sur les énergies renouvelables, les parcs photovoltaïques de Berrac et Haget et aussi du futur centre de tri de Masseube.

Concernant Berrac il s'agit d'un projet de construction d'un parc photovoltaïque utilisant 25 hectares de parcelles en cultures céréalières, majoritairement dans le PLU de Berrac, dont le permis de construire a été accordé le 25 janvier 2023. L'association « Sauvegarde de Berrac » opposée au projet pose la question « Comment en raison des nombreuses oppositions au projet dont l'avis défavorable du commissaire-enquêteur on se demande quelles sont les raisons qui ont permis sa réalisation ».

Concernant Haget il s'agit de la construction d'une centrale photovoltaïque au sol de 7,6 ha construite sur un terrain communal dont la légalité est contestée. Actuellement une ZAD s'est constituée à proximité du terrain communal occupée par les militants de la « ZAD de l'orchidée » qui ont créé un potager et construit illégalement une cabane sur un terrain privé. Cette dernière a fait blocage pour obtenir un entretien sur ce projet avec le préfet du Gers.

Quant au centre de tri de Masseube, une manifestante résume : « C'est impensable qu'à l'entrée d'une bastide et dans le PNR Astarac on autorise l'implantation d'un centre de tri interdépartemental et le passage de 70 camions. De plus, ajoute-t-elle, sur ce centre de tri situé sur un terrain en partie inondable je me pose la question sur les dangers de pollution notamment de l'eau potable sur plusieurs communes ».

Quant à sa lettre ouverte adressée aux maires de Masseube et Seissan, le maire de Sansan, Jacques Sonilhac, s'inquiète sur le coût du projet : « Ce projet de 28 millions d'euros HT, (estimation déjà ancienne) subventionné à hauteur de 2,5 millions, soit à peine 9% va donc être financé si je ne me trompe par la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères qui de ce fait va exploser ». Et de faire remarquer aussi : « Un autre argument entendu pour le choix de Masseube : c'est le barycentre du triangle Auch, Saint-Gaudens, Lannemezan ! C'est totalement faux, le barycentre se situe plutôt du côté de Boulogne sur Gesse ! ».

Après cette entrevue de plus de 2 heures avec le préfet Xavier Brunetière, les associations ne garderont qu'un maigre espoir de voir les projets capoter.



Manuel Fullana des Amis de la Terre entouré des manifestants.



Une partie des manifestants.